

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 17

26^e année • mercredi 26 avril 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

MOBILISATION DANS LE SECOND ŒUVRE



THIERRY PORCHET

Unia fait la tournée des chantiers en Suisse romande pour parler des conditions de travail, du stress et des salaires à la traîne chez les peintres, les plâtriers et les autres professionnels de la branche. Au cœur des discussions, la nécessité de s'organiser pour obtenir des améliorations. Rendez-vous est donné le 1^{er} Mai à Lausanne. **PAGE 9**

POINT DE MIRE

Les retraites au cœur du 1^{er} Mai

Sylviane Herranz

Après trois mois de mobilisation sociale sans précédent, entre journées de grèves et manifestations populaires, Emmanuel Macron a passé en force sa réforme des retraites rejetée par les trois quarts des Français et par 94% de ceux qui travaillent. Il fait sien l'ADN de la V^e République, qualifiée par Mitterrand, avant sa propre accession à la présidence, de «coup d'Etat permanent». S'appuyant sur ses pleins pouvoirs, Macron fait fi de la démocratie au pays des droits de l'homme. Il en vient même à empêcher des grands-mamans d'exprimer leur colère en frappant sur des casseroles ou des boîtes de conserve, dangereux «dispositifs sonores portatifs» interdits lors de ses récentes visites dans les provinces. Mais le peuple français, les travailleuses et les travailleurs, la jeunesse et les retraités n'ont pas dit leur der-

nier mot. L'exigence du retrait de sa réforme et de sa mesure phare du passage de 62 à 64 ans de l'âge de la retraite reste au cœur de la lutte. Tous les syndicats, unis comme jamais jusque-là, appellent à faire du 1^{er} Mai «une journée de mobilisation massive, unitaire et populaire contre la réforme des retraites partout sur le territoire, dans le calme et la détermination», afin d'obtenir l'abrogation d'une révision «injustifiée, brutale et injuste».

Dans notre pays, les retraites figureront aussi à l'ordre du jour du 1^{er} Mai. Qui sera un moment fort pour s'opposer à l'attaque menée contre le 2^e pilier, votée en mars par le Parlement. Cette dernière prévoit des baisses de rentes alors que les cotisations prendront l'ascenseur. Ce projet fait le bonheur des banques et des assurances qui souhaitent mettre la main sur l'argent des salariés cotisés pour leurs vieux jours. Une somme énorme que les financiers entendent s'accaparer pour continuer à alimenter le marché des capitaux, un marché qui, comme on vient de le voir avec les milliards accordés à Credit Suisse, est ébranlé dans ses fondements. Les femmes travaillant en Suisse ont déjà fait les frais, l'an passé, d'une contre-réforme des retraites reposant sur de prétendus déficits de l'AVS alors qu'il n'en est rien. Après l'acceptation à la raquette d'AVS 21, elles devront trimer un an de plus, jusqu'à 65 ans. Et maintenant, on leur «offre» une réforme de la prévoyance vieillesse (LPP 21) qui, selon la droite, amélio-

rerait leur situation à l'heure de la retraite. Or, il n'en est rien. C'est au prix fort qu'elles accéderont davantage au 2^e pilier, devant chaque mois cotiser entre 100 à 200 francs de plus pour des rentes ridicules au moment de la retraite. Une problématique qui touche aussi de plein fouet les hommes.

Ce mépris total du travail de millions de salariés – la droite helvétique n'a rien à envier au président Macron – doit être combattu avec force, tant dans la rue que dans les urnes et les entreprises où l'égalité salariale, autre source des inégalités crasses à l'âge de la retraite, n'est de loin pas encore atteinte. Plus que jamais, la journée du 1^{er} Mai en Suisse doit être marquée par la lutte contre la réforme du 2^e pilier et la baisse des rentes en faisant signer massivement le référendum contre LPP 21, avant de poursuivre la mobilisation lorsqu'elle passera devant le peuple. Plus que jamais, la question des hausses de salaires, des femmes comme des hommes, doit se situer au centre du combat alors que l'inflation affecte les conditions de vie de chacun. C'est un minimum pour que les travailleuses et les travailleurs du pays soient respectés et que les richesses produites cessent d'être accaparées par les possédants, les exploités, les banquiers et les assureurs sans scrupules. Le 1^{er} Mai, regroupons-nous tous ensemble et dans l'unité pour défendre nos acquis et nos revendications! ■

PROFIL



David Foutimasseur, de l'art pour rire.

PAGE 2

LPP 21

Référendum justifié.

PAGE 3

NETTOYAGE

Augmentation des salaires minimums.

PAGE 5

FRIBOURG

Meggitt annonce 70 licenciements.

PAGE 7

Sonya Mermoud

Chacun sa manière de réenchanter le monde, d'échapper à ses turpitudes et ses réalités plombantes. David Ansermin a pour sa part choisi l'humour. Et décidé de fabriquer «des trucs et des machins qui bougent» dans le seul objectif de l'amuser. Une démarche qui explique le choix de son nom d'artiste, Foutimasseur. Comprenez, en patois vaudois, une personne qui s'occupe à de petits riens, qui brasse de l'air. «Je construis des choses sans but, sans sens, seulement pour rigoler. Et tant mieux si elles font sourire d'autres, c'est tout bonus», assume cet as de la bricole, réalisant d'improbables véhicules et bidules en tous genres avec, pour seul dénominateur commun, le mouvement, «la base de mon art». Dans son atelier aménagé dans l'usine désaffectée de Taulan, à Montreux, au milieu d'un bric-à-brac innommable, l'homme de 37 ans présente quelques-unes de ses délirantes créations, comme un minuscule kart muni d'un moteur prélevé sur une débroussailleuse, un vélo échelle qui s'étire sur pas moins de 5 mètres, une roue ailée battant poétiquement de ses ailes mécaniques, etc. Des œuvres aussi loufoques qu'insolites qui nécessitent toutefois beaucoup de débrouillardise et de persévérance pour qu'elles fonctionnent. «Je suis un type ordinaire qui construit des choses extraordinaires», poursuit le bricoleur qui, outre ses propres inventions, reproduit avec bonheur celles imaginées par le personnage de bande dessinée Gaston Lagaffe. Cet «anti-héros» évoluant dans sa bulle, père d'innombrables objets inutiles à ses semblables, inspire le trentenaire.

DANS LES PAS DE GASTON

«Je me sens moi aussi à la limite de la marge et produis des choses qui ne servent à rien. J'ai cherché ma place dans la société. La créativité m'a permis de la trouver, de tailler ma propre route, comme Gaston», note encore celui qui vient de terminer, à l'identique, la mythique voiture-lit du protagoniste d'André Franquin. Avec, comme à son habitude, uniquement du matériel de récupération provenant de dons ou de déchets raménés de son travail. Réparateur de locomotives employé par la compagnie du chemin de fer Montreux-Oberland bernois (MOB) depuis 2010, David Foutimasseur note avoir acquis, dans le cadre professionnel, la technique nécessaire à la concrétisation de ses engins et sculptures cinétiques. «J'ai pu me frotter à plusieurs corps de métiers. Mon travail est intimement lié à ma pratique artistique», souligne le Vaudois, précisant encore avoir beaucoup appris au contact d'un de ses collègues en particulier, «son mentor», aujourd'hui à la retraite. «J'ai aussi pu acheter à la compagnie, au changement du parc outils, toute une série de machines et me lancer dans



David Foutimasseur bricole «des trucs et des machins» aussi ingénieux qu'inutiles et drôles.

«AUCUN PROJET N'EST TROP FOU!»

As de la bricole, David Foutimasseur, de son vrai nom Ansermin, crée d'improbables véhicules et bidules en tous genres. Juste pour rire

ma pratique.» Titulaire d'un CFC de polymécanicien, syndiqué au SEV, David Foutimasseur a en outre, avant de rejoindre l'équipe du MOB, effectué ses premières classes comme

opérateur CNC, assurant le fonctionnement de machines assistées par ordinateur. «Ce job s'est terminé avec la fermeture de l'usine qui m'employait, à la suite de la crise, en 2009.»

LE TEMPS, FACTEUR D'INQUIÉTUDE

La passion de l'artiste en mécanique mobile, fan de Tinguely, plonge ses racines dans l'enfance. «J'ai toujours ressenti le besoin de construire. A l'âge

de 7 ans, je fabriquais des bateaux en bois, dessinais des plans», se souvient le créatif, confiant qu'il était un gosse plutôt solitaire et timide, relativement en retrait. Le fervent lecteur des aventures de Gaston Lagaffe a aussi fait partie durant une vingtaine d'années des scouts. «On effectuait des randonnées, construisait des cabanes... Des loisirs en phase avec mon goût pour le manuel. Et favorisant mon intégration dans la communauté.» Marié et père d'un petit garçon de 3 ans, le bricoleur a trouvé aujourd'hui un équilibre entre sa famille, son travail et son art qui, il l'espère, lui permettra de laisser une trace. «Je dois être attentif à préserver cette harmonie, à ne pas négliger les miens. Ma seule peur? Ne pas disposer de suffisamment de temps pour concrétiser toutes les idées qui trottent dans ma tête», s'inquiète l'artiste qui, à peine une création terminée, en débute une nouvelle. «J'ai d'abord un sentiment d'accomplissement, de fierté, puis de vide. Je redémarre alors tout de suite un projet. Il n'y a pas de temps mort.» Les idées, elles, naissent en fonction du matériel reçu ou, à l'inverse, l'inventeur imagine une machine et cherche les composants nécessaires à sa fabrication. Autant dire que le programme de David Foutimasseur est bien chargé, lui qui aime aussi jardiner, observer les étoiles à travers son télescope et voyager avec modération. «Mon épouse et moi sommes notamment allés en Asie, mais aujourd'hui nous nous déplaçons moins, soucieux du climat.»

VOITURE-POUBELLE...

Constamment rattrapé par sa passion, David Foutimasseur répare aussi tout ce qu'il peut, comme son vieux vélo acheté en 2002 qu'il utilise toujours pour rejoindre son travail. «J'ai commencé par cette activité, raison pour laquelle on retrouve, dans chacune de mes créations, un élément de vélo. C'est ma signature.» Ce souci d'offrir plusieurs vies aux objets s'exprime encore dans sa volonté de ressusciter et d'électrifier sa Coccinelle datant de 1971, rongée par la rouille. «Pour mon fils peut-être... J'ai roulé dix ans avec cette WW», calcule l'artiste, posant un regard nostalgique sur son vieux tacot dormant dans l'atelier. Dans l'intervalle, il va s'atteler à un autre véhicule... «J'envisage de transformer un container en kart sans en changer l'apparence. Je me mettrai dedans et le piloterai de l'intérieur. Je conduirai alors une poubelle dans le sens littéral», rigole le bricoleur, qui estime qu'aucun projet n'est trop fou. Insensé, certes, mais nécessitant un réel savoir-faire et une ténacité à toute épreuve au service d'une imagination sans limite. Et David Foutimasseur de conclure, enjoué: «Tant qu'à faire des choses stupides, autant les faire sérieusement.» «M'enfin... Evident non?», soupirerait peut-être son modèle et double de BD. ■


DE BIAIS

Christophe Gallaz

LES GLISSEMENTS DU TERRORISME AU DÉSERT DE LA PENSÉE DOMINANTE

1. – Le 18 avril dernier, on pouvait lire ceci sur le site Internet du *Matin*: «L'action de militants de Renovate Switzerland collés sur la route du Gothard en plein week-end de Pâques est la goutte qui fait déborder le vase de Mike Egger. Le conseiller national UDC saint-gallois a déposé une motion [...]. Il demande que [les auteurs] de tels barrages puissent être punis jusqu'à trois ans de prison.» Et quelques mois plus tôt, à la fin d'octobre 2022, à propos des manifestants protestant contre la construction de grands réservoirs agricoles à Sainte-Soline, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avait établi les termes d'«écoterrorisme» et d'«écoterroristes» dans les discours de l'ordre politique et parlementaire francophone.

2. – Ainsi s'enclenchent deux dynamiques prometteuses dans leur genre. La première, avec Egger, sur le plan des pressions exercées sur les instances juridiques supposé-

ment neutres à l'égard de l'ordre politique et de l'opinion publique. Et la seconde, avec Darmanin, sur le plan du langage. La première consistant à criminaliser toute militance visant à protéger l'environnement naturel, même pacifique comme au Mormont. Et la seconde consistant à déplacer quelques mots-clés dans le vocabulaire de manière à modifier progressivement l'inconscient collectif, comme l'ont démontré les mensonges de Donald Trump devenus des vérités dans le corpus mental des Républicains.

3. – C'est dans ce contexte qu'il faut méditer ces nouvelles balises langagières de l'«écoterrorisme» et des «écoterroristes», en revenant d'abord aux définitions que donnent les dictionnaires du vocable «terrorisme». Le Petit Robert, par exemple, qui mentionne d'une part l'«emploi de la violence pour atteindre un but politique (prise, conservation, exercice du pouvoir...) ou idéologique», et d'autre part

«des actes de violence» ou des «prises d'otages civils qu'une organisation commet pour frapper un pays».

Ce qui convoque la question: qui donc, d'entre les manifestants de Renovate Switzerland et le conseiller national UDC saint-gallois Mike Egger, ou d'entre les manifestants de Sainte-Soline et le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, correspond le plus amplement au sens référencé du mot terrorisme? Qui recourt à l'«emploi de la violence pour atteindre un but politique (prise, conservation, exercice du pouvoir...) ou idéologique»? Qui se livre non seulement pratiquement, mais institutionnellement et symboliquement, à des «actes de violence»? Et qui s'adonne, si nous voyons les choses comme une métaphore, aux «prises d'otages civils qu'une organisation commet pour frapper un pays»?

Egger et Darmanin, bien sûr, qui sont les terroristes du dictionnaire à force de dominer la scène en s'appuyant sur deux violences. D'une part celle qui est ponctuelle, entraînée par leur

discours ou leur soutien aux répressions policières et judiciaires visant jusqu'aux manifestants environnementaux ne provoquant aucun dégât. Et d'autre part celle qui est permanente et structurelle, immense, profonde, globale et systématique, au point de muer leurs propres personnes en concierges, gérants, garants, catalyseurs et bénéficiaires d'un système économique et politique reconnu pourtant coupable de dévaster la planète en y détruisant désormais leurs congénères par milliers ou millions. Prise d'otages, donc.

4. – Ce que ces circonstances révèlent est simple. Une sorte de perversité collective anime décidément le corps de nos communautés humaines, dont les couches dominantes n'ont cessé de tirer profit d'une manière apparemment compatible avec les principes démocratiques. On dévaste peut-être la planète et l'on détruit quelques-uns de nos congénères en passant, certes, mais n'est-ce pas

dans la perspective de l'intérêt général, celui du peuple évidemment, dont nous sommes responsables d'établir la prospérité matérielle et la tranquillité quotidienne?

Tout cela s'inscrit évidemment sur un fond d'inintelligence et d'inculture spécialisées, qui servent à poursuivre plus paisiblement le travail de la mise à mort environnementale. Egger et Darmanin n'ont pas lu Philippe Descola méditant sur la toxicité de la distinction faite en Occident entre la «nature» et la «culture», ni Claude Lévi-Strauss soulignant l'erreur d'avoir «coupé l'humain de la nature», ni Bruno Latour observant à propos du coronavirus que nous sommes «chez lui», ni le moindre poète ayant décrit l'être humain comme une part infime du Vivant. Aucune de ces références tant nous sommes aussi, avec Egger et Darmanin, devant les tombeaux de l'esprit. ■

RÉFÉRENDUM CONTRE LPP 21: UN COMBAT NÉCESSAIRE!

Payer plus pour toucher moins de rente? Tel est l'enjeu de la nouvelle réforme de la prévoyance vieillesse qui affectera l'ensemble des salariés

Textes Sylviane Herranz

Fin mars, une alliance formée de l'Union syndicale suisse (USS), d'Unia, du Parti socialiste (PS), des Verts et d'autres forces de gauche lançait le référendum contre la réforme LPP 21, adoptée par le Parlement, au moment même où les milliards de la Banque nationale et de l'Etat commencent à affluer vers Credit Suisse. L'alliance dénonçait alors cette révision de la prévoyance vieillesse comme «un cadeau faramineux offert au secteur de la finance» qui, outre de nouvelles recettes, pourra continuer à prélever chaque année 7 milliards de francs de frais de gestion, alors que les travailleuses et les travailleurs devront payer davantage de cotisations pour des rentes moindres pour la majeure partie d'entre eux. «Le mot d'ordre c'est: en haut, on remplit les coffres, en bas, on vide les portemonnaies», notait l'alliance dans son communiqué. Cette réforme avait notamment pour objectifs de faire cesser la baisse des rentes du 2^e pilier, qui ont diminué de 8,5% ces dix dernières années, et de combler les gros écarts de revenus entre hommes et femmes à la retraite. En moyenne, ces dernières touchent un tiers de moins que les hommes, et nombre d'entre elles n'ont pas de 2^e pilier en raison de trop petits salaires ou d'interruption d'activité pour s'occuper

des enfants. Au final, la révision LPP 21 a complètement manqué sa cible. Les femmes, mais également tous les travailleurs gagnant un bas ou un moyen revenu en sont les grands perdants. Si la réforme est acceptée, la principale mesure, la baisse du taux de conversion de 6,8% à 6%, conduira à une diminution des pensions de près de 12%, pouvant aller jusqu'à 270 francs par mois. Les compensations apportées par le Parlement ne touchent que la moitié des assurés ayant 50 ans aujourd'hui et cela à certaines conditions. Tous les salariés nés après 1973 n'auront aucune compensation. De plus, les assurés devront cotiser davantage au 2^e pilier, grevant ainsi leur revenu actuel et futur, sans aucune garantie de rentes améliorées, au contraire (voir tableau ci-dessous). La révision prévoit que la part du salaire sur lequel est prélevée la cotisation à la caisse de pension est augmentée. Ainsi, une personne gagnant 40 000 francs par année paiera des cotisations sur 32 000 francs et non plus sur 14 275 francs comme aujourd'hui. Pour un salaire encore plus bas, de 26 000 francs, la déduction pour le 2^e pilier sera calculée sur 20 800 francs contre 3675 francs aujourd'hui. A ces augmentations de cotisations s'ajouteront l'inflation et les hausses de primes maladie qui frappent déjà fortement les salariés et les retraités.



La lutte contre le démantèlement de l'AVS et du 2^e pilier n'a pas cessé dans notre pays comme ici lors d'une manifestation nationale organisée le 18 septembre 2021. Quelque 15 000 personnes avaient défilé dans les rues de Berne opposées à la hausse de l'âge de la retraite des femmes et la baisse des rentes.

D'ici à 2024, l'USS estime que la perte du pouvoir d'achat due au renchérissement pourrait atteindre 8% de la rente, soit l'équivalent d'une rente mensuelle! Face à cette nouvelle attaque contre la prévoyance vieillesse, la riposte s'organise. Unia mène par exemple cette semaine une campagne de récolte de signatures afin que les 50 000 paragraphes nécessaires à l'aboutissement du référendum soient réunis au plus vite. En raison des élections fédérales cet automne, la votation sur LPP 21 devrait avoir lieu en mars 2024, en même temps que l'initiative pour une 13^e rente AVS et peut-être de celle pour la limitation des primes maladie, ce qui fera de cette date, selon les termes du président de l'USS Pierre-Yves Maillard*, «un superdimanche de votations».

* Voir L'Événement syndical du 5 avril 2023.

Pour signer le référendum, aller sur: baisse-des-rentes.ch

Plus d'infos sur les retraites, à voir sur: prevoyance-vieillesse.unia.ch/en-bref



EFFETS SUR LES COTISATIONS ET LES RENTES PAR RAPPORT À LA LOI ACTUELLE

Age* et revenu en francs	Différence de cotisations par mois	Différence de rente du 2 ^e pilier par mois
25 ans		
25 000	+ 129	+ 361
40 000	+ 157	+ 335
55 000	+ 159	+ 183
70 000	+ 162	+ 31
88 200	+ 165	- 154
50 ans		
25 000	+ 187	+ 156
40 000	+ 195	+ 110
55 000	+ 147	- 8
70 000	+ 100	- 127
88 200	+ 42	- 271
55 ans		
25 000	+ 178	+ 200
40 000	+ 159	+ 152
55 000	+ 74	+ 47
70 000	- 11	- 67
88 200	- 114	- 224

* Age en 2025, date d'introduction probable de LPP 21 en cas d'acceptation en votation.

QUELQUES EXEMPLES DES IMPLICATIONS DE LPP 21

MARTINE, 25 ANS, COIFFEUSE

Martine touche un salaire mensuel brut de 3300 francs. Ses cotisations salariales augmenteront de 157 francs (soit 4,7% de son revenu). A l'âge de 65 ans, elle bénéficiera d'une rente du 2^e pilier supérieure de 335 francs*. Or, comme sa rente de départ sera très basse, son revenu ne lui permettra vraisemblablement pas de vivre et le supplément sera déduit des prestations complémentaires.

LOUISA, 50 ANS, VENDEUSE

Louisa gagne un salaire mensuel brut de 4600 francs. Ses cotisations augmenteront de 147 francs par mois (3,2% de son revenu). A 65 ans, sa rente du 2^e pilier diminuera de 8 francs*.

MARIO, 55 ANS, CUISINIER

Mario reçoit un salaire mensuel brut de 5400 francs, fois 13. Ses cotisations salariales diminueront de 11 francs. A 65 ans, sa rente du 2^e pilier baissera de 67 francs*.

CARMELA, 50 ANS, OUVRIÈRE SPÉCIALISÉE

Carmela touche 6780 francs brut par mois, fois 13. Elle paiera 40 francs de plus de cotisations salariales. A 65 ans, sa rente du 2^e pilier diminuera de 271 francs*.

* Sans compensation du renchérissement.

APPEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE POUR LE 1^{ER} MAI

De meilleurs salaires. De meilleures retraites. L'égalité maintenant!

Les revenus de l'immense majorité de la population ne font que de baisser. Pendant que les prix,



les primes d'assurance maladie et les loyers augmentent, les salaires sont à la traîne et les retraites diminuent encore. Et pas seulement en Suisse: la question sociale et la bataille pour la répartition des richesses sont de nouveau au cœur des préoccupations sur le plan international. Dans toute l'Europe, le mouvement en faveur de meilleurs salaires et de bonnes retraites fait descendre des millions de travailleurs et de travailleuses dans la rue. Depuis 133 ans, le 1^{er} Mai marque les luttes pour le progrès social et la justice. Il prend cette année une importance particulière. Néanmoins, les attaques lancées par les classes supérieures se poursuivent, en Suisse comme dans le monde entier: leur part du gâteau n'est jamais assez grosse. Nombre de travailleurs et de travailleuses sont actuellement confrontés à la baisse de leur salaire réel parce que tout augmente. Dans les métiers à majorité de femmes en particulier, on ne cesse de répéter qu'il n'y a pas assez d'argent pour pouvoir ver-

ser des salaires décents. En revanche, pour la place financière, les milliards ne manquent jamais. Les grandes banques sont sauvées sans hésitation – et sans même exiger de régulation bancaire ou de restitution des bonus versés aux managers. Ce soutien inconditionnel aux géants de la finance n'est rien d'autre qu'une injure faite à tous les travailleurs et les travailleuses à qui l'on a refusé une augmentation l'année dernière, malgré la hausse du coût de la vie et des loyers, et qui voient donc leur niveau de vie se détériorer. L'échec du capitalisme de casino doit être suivi d'effets: la finance doit servir les travailleuses et les travailleurs. Pas l'inverse. Cette règle vaut aussi pour les retraites: plutôt que de renforcer les profits des assurances et des banques dans les deuxième et troisième piliers, il faut une AVS forte et pas de nouvelles détériorations des rentes. Avec l'initiative populaire pour une 13^e rente AVS, nous pouvons franchir une première étape importante dans cette direction, au lieu

d'investir de nouveaux milliards dans une réforme des caisses de pension qui impose aux actifs de payer plus... pour toucher moins. Le référendum contre la révision de la LPP doit permettre à la population d'empêcher par les urnes cette nouvelle baisse des rentes. Un salaire doit suffire pour vivre. Les bas et moyens salaires doivent donc augmenter nettement. C'est dans ce but que les syndicats appellent à descendre dans la rue. Avec des visions et des objectifs ambitieux: il faut relancer la machine du progrès social! Le 1^{er} Mai symbolise et rappelle que les luttes sont nécessaires, et qu'elles ont, par le passé, porté leurs fruits. C'est aux gens qui travaillent dur de recevoir une plus grosse part du gâteau, et non aux plus riches. D'où le caractère absolument essentiel de l'offensive sur les salaires portée par les syndicats: aucun salaire inférieur à 5000 francs pour les personnes actives qui ont fait un apprentissage, et au moins 4500 francs pour tous. Le besoin de rattrapage est

le plus grand dans les branches où les femmes sont très présentes. Les femmes n'accepteront plus des salaires trop bas et des temps partiels contraints. Au contraire, la rémunération des femmes doit être revalorisée et le travail de garde et d'accompagnement, qui constitue aussi du travail, doit être pris en compte dans le montant de la rente. Les syndicats s'investissent dans cette lutte pour l'égalité le 1^{er} Mai, et ils se mobilisent aussi pour la grève féministe du 14 juin 2023. Car la question de l'égalité est essentielle: sans égalité réelle, pas de justice. C'est pourquoi nous demandons: De meilleurs salaires. De meilleures retraites. L'égalité maintenant! Tout le monde dans la rue le 1^{er} Mai 2023! ■

Voir le programme en page 8.

21 octobre 2023 à Berne, Kursaal



Convocation pour le Congrès extraordinaire du syndicat Unia

Unia 2.0 – Unia pour toutes et tous

A l'occasion du quatrième congrès ordinaire d'Unia, les délégué-e-s au congrès ont adopté en juin 2021 la motion d'orientation «Débat sur la réforme Unia 2.0 – Unia pour toutes et tous», et ont donné le mandat d'élaborer des propositions «pour des orientations stratégiques, organisationnelles et statutaires» afin de permettre à Unia de relever de nouveaux défis, de corriger les lacunes de l'organisation et de réaliser les promesses remontant à la fusion. Ces propositions doivent être traitées à l'occasion d'un congrès extraordinaire.

Le comité central d'Unia a décidé le 4 avril 2023 d'organiser ce congrès extraordinaire le 21 octobre 2023 à Berne, Kursaal. Le congrès sera centré sur la réforme des statuts «Unia 2.0 – Unia pour toutes et tous».

Les thèmes principaux sont:

- Propositions de réforme des statuts d'Unia
- Résolutions sur des thèmes d'actualité

Les propositions de réforme des statuts d'Unia, élaborées par le Comité central sur la base d'une large consultation auprès des instances de milice des régions, des secteurs et des groupes d'intérêts, sont envoyées aux délégué-e-s du congrès au plus tard trois mois avant la date du congrès.

UNIA

ANTIQUAIRE

ACHÈTE AU MEILLEUR PRIX

- Manteaux de fourrure
- Meubles anciens
- Machine à coudre
- Cuivre et étain
- Briquets, stylos...
- Montres et bijoux
- Verre en cristal
- Service à vaisselle
- Tableaux...
- Tapis, tapisseries
- Robe de soirée
- Vins, champagne
- Pièces de monnaie
- Disque vinyle
- Bibelot, décoration
- Poste de radio...



N'hésitez pas à me contacter pour une expertise rapide et efficace

Georges Heitzmann

Succession et déplacement 7/7

Déplacement gratuit dans toute la Suisse romande

078 305 15 89

FORMATIONS UNIA GENÈVE

GRÈVE DES FEMMES 2023



DROIT DES FEMMES AU TRAVAIL

CAS PRATIQUES

Samedi 6 mai de 10h à 13h

- Je suis harcelée par mon collègue de travail, que puis-je faire ?
- Mon enfant est malade, ai-je le droit de m'absenter du travail ?
- Je gagne un salaire moins élevé que celui de mon collègue de sexe masculin, que puis-je faire ?
- Je suis licenciée au retour de mon congé maternité, quels sont mes droits face à mon employeur ?

Si vous souhaitez obtenir la réponse à ces questions et en connaître davantage sur vos droits en lien avec votre travail, le service juridique du syndicat Unia vous invite chaleureusement à suivre une formation destinée à toutes les personnes souhaitant s'informer sur leurs droits en lien avec des situations pouvant viser en particulier les femmes sur leur lieu de travail. Des situations concrètes seront présentées et débattues. La formation aura lieu en français, espagnol, portugais et albanais.

Formations ouvertes à toutes et tous (membres et non membres)
Lieu: au syndicat Unia – chemin de Surinam 5, Genève

Pour plus d'information et inscription:
Pablo Guscetti - pablo.guscetti@unia.ch

Dialoguez en direct avec

Samuel Bendahan

UNIA



Thème: la compensation du renchérissement
Le 2 mai à 19h sur Zoom
Réservé aux membres d'Unia
Inscrivez-vous à l'adresse Industrie@unia.ch



La Commission Paritaire Professionnelle Genevoise du Nettoyage (CPPGN) est un organe de contrôle dont la mission est de vérifier et faire appliquer la Convention Collective de Travail du secteur du nettoyage (CCT) à Genève.

La CPPGN cherche à renforcer son bureau administratif par l'engagement d'un-une:

Gestionnaire administratif-ve

Profil :

- Formation administrative complète avec plusieurs années d'expérience dans le domaine du secrétariat
- Compétences en RH et droit du travail suisse
- Excellente capacité rédactionnelle en français et bonne maîtrise de l'anglais; la pratique de l'allemand est un atout
- Rigueur avec un grand sens des priorités
- Capacité d'endurance et goût pour les procédures formelles
- Maîtrise des outils informatiques usuels
- A l'aise avec le digital

Missions :

- Répondre aux appels du standard téléphonique
- Gérer le courrier/courriel entrant et sortant
- Correspondre avec les entreprises pour les besoins des contrôles CCT
- Procéder à l'analyse de documents (contrats de travail, fiches de salaires, relevés d'horaires, etc.) et vérifier leur conformité avec la CCT
- Préparer, transmettre et mettre en ligne les fichiers pour les séances internes
- Transmettre les dossiers aux autorités selon les procédures formelles
- Classer et archiver des documents

Temps de travail proposé: 50% (évolutif)

Entrée en fonction: à convenir

Délai de postulation: 3 mai 2023

Seules les candidatures complètes (lettre de motivation, CV, certificats et diplômes) postées via Jobup seront prises en compte.

Commission Paritaire Professionnelle Genevoise du Nettoyage CPPGN
98 rue de Saint-Jean – CP – 1211 Genève 3
T + 41 58 715 37 00 - info@nettoya-ge.ch - www.nettoya-ge.ch

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicite_pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "lots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 54 700 exemplaires

AVIS À NOS LECTRICES ET LECTEURS!

En raison du 1^{er} Mai, L'Événement syndical paraîtra exceptionnellement le jeudi 4 mai la semaine prochaine. ■

La rédaction

WWW.EVENEMENT.CH

«NOUS NE SOMMES PAS DES MACHINES»

Le groupe d'intérêts des femmes d'Unia Valais s'est réuni en vue de préparer les prochaines mobilisations. En tête de liste, le 14 juin. Une participante témoigne des raisons de son engagement

Sonya Mermoud

Plusieurs échéances figurent à l'agenda des militantes du syndicat qui se sont réunies le 15 avril dernier à Monthey pour faire le point sur la situation. «Elles n'étaient pas nombreuses, mais très motivées», note Sandra Previti, secrétaire syndicale et responsable du groupe d'intérêts des femmes d'Unia Valais. «Nous avons abordé les prochains rendez-vous clés incontournables.» Il y a eu d'abord samedi dernier l'assemblée des délégués (voir ci-contre). Et, à venir, le traditionnel 1^{er} Mai, mais surtout le 14 juin, date de la Grève féministe.

Femme de chambre syndiquée depuis dix ans, Sandra entend bien participer à la mobilisation qui se déroulera, comme la fête des travailleuses et des travailleurs, à Sion. Et pour cause. Cette employée active dans un hôtel d'une station valaisanne estime qu'il y a encore beaucoup à faire en matière d'égalité, mais aussi plus largement pour améliorer les conditions de travail, en particulier sur le front des salaires. «Seuls les salaires minimums ont augmenté lors du renouvellement de la convention collective de travail de la branche. Nous n'avons même pas eu droit au renchérissement du coût de la vie. C'est inadmissible», s'indigne Sandra, qui dénonce en outre un traitement inégal entre le personnel.

INVISIBLES...

«Il y a des différences entre les collaborateurs. Certains sont mieux traités et payés que d'autres», déclare la native du Portugal, estimant par ailleurs qu'il n'y a pas assez de monde pour effectuer les tâches. «C'est stressant. Il y a beaucoup de chambres à nettoyer. Et parfois, elles sont libérées en retard.» Reste que Sandra préfère cette activité à celle exercée il y a quelques mois encore. Elle travaillait alors pour une grande entreprise de nettoyage. Et souligne la pression subie par le personnel, «disposant toujours de moins de temps pour assurer la propreté des lieux». «Du coup, le job était moins bien fait. Et ça retombait sur nous.» Autre problème soulevé: la rémuné-



Peu nombreuses, mais motivées, les membres du groupe d'intérêts des femmes d'Unia Valais ont échangé sur les manifestations syndicales incontournables.

ration des trajets. Si, lors de grands nettoyages de chantiers – à savoir d'appartements avant leur remise à de futurs résidents – les déplacements des travailleurs étaient payés, ce n'était pas le cas dans l'entretien quotidien de bureaux. Une situation jugée particulièrement inacceptable sachant que le tarif horaire s'élevait à moins d'une vingtaine de francs et que les trajets pouvaient prendre une heure chaque jour. «L'entreprise percevait de son côté entre 50 et 60 francs l'heure. Une différence énorme alors que nous étions les bras. Nous n'avions aucune reconnaissance pour notre travail. De manière générale, ce type d'activité est dévalorisée», ajoute Sandra, précisant au passage qu'aucun Suisse ne faisait partie de l'équipe. «On les trouve seulement aux postes de chefs. Nous, nous sommes les invisibles.» Autant de raisons qui poussent la syndiquée à lutter pour ses droits.

SOCIÉTÉ MACHISTE

«La manifestation du 14 juin est utile. On ne se mobilise pas sans raison. Il y a des discriminations partout. Nous vivons dans une société qui,

dans le domaine du travail, préfère les hommes. Une société machiste», ajoute Sandra, bien consciente de l'énorme tâche à accomplir pour faire bouger les lignes. «Tout commence à l'éducation des enfants. Nous devons transmettre des principes d'égalité», précise la militante et mère fière de la manière dont elle a élevé ses deux filles, aptes à se défendre. «Nous, les femmes, devons davantage prendre soin de nous, nous mobiliser. Hélas, dans le cadre professionnel, tout le monde a peur de perdre son job s'il s'engage ouvertement. On n'ose pas dire qu'on est par exemple membre d'un syndicat, car on sait que, lors de licenciements, ce sont les syndiqués qui seront d'abord mis à la porte.» Pas de quoi décourager Sandra qui insiste sur le fait qu'elle ne demande pas davantage que la reconnaissance de ses droits. «Je ne suis pas là pour embêter les patrons. Seulement leur rappeler que nous ne sommes pas des machines, que nous devons être traitées avec respect, rien de plus. C'est ce qui manque.» ■

DÉFENSE D'UN SYNDICALISME DE TERRAIN, DE PROXIMITÉ ET COMBATTIF

Menace d'extension des horaires d'ouverture des magasins, salaire minimum cantonal, rentes, dysfonctionnements du Service valaisan de la population et des migrations (SPM), etc.: réunis en assemblée le 22 avril dernier à Sierre, quelque 90 délégués et déléguées d'Unia Valais ont abordé une variété de thèmes. Et souligné la nécessité de la lutte pour obtenir des avancées sociales et salariales. «Seul un syndicalisme de terrain, de proximité et combattif est utile et nécessaire aux salariées et salariés», a rapporté Unia Valais dans un communiqué, rappelant la mobilisation payante des maçons alors que d'autres corps de métiers dans la construction n'ont même pas obtenu la pleine compensation du renchérissement. Les participants ont entre autres discuté de la teneur des prochains rendez-vous comme le 1^{er} Mai et le 14 juin. Dans le cadre de la Grève féministe, ils ont annoncé qu'ils collaboreront notamment avec des collègues actives dans les secteurs du nettoyage, de l'horlogerie et des blanchisseries industrielles. La révision en cours de la loi concernant les ouvertures des magasins (LOM) a généré l'adoption d'une résolution de l'assemblée. Les militants s'opposent fermement à toute dégradation des conditions de travail dans la branche. Et ont annoncé qu'ils lanceront le référendum si l'élargissement des horaires des commerces de 18h30 à 19h et l'extension des zones touristiques permettant des ouvertures sept jours sur sept jusqu'à 21h votés en première lecture se confirment à l'issue des travaux parlementaires. Les délégués se sont aussi clairement positionnés en faveur de l'initiative pour l'introduction d'un salaire minimal cantonal de 22 francs brut l'heure, soulignant le «médiocre taux de couverture des conventions collectives de travail». Avec, là encore, l'adoption d'un texte dans ce sens. L'assemblée a par ailleurs défendu la nécessité de «changements drastiques et de mesures efficaces au sein du Service des migrations», à la suite de nombreux problèmes et manquements dénoncés par Unia, portant préjudice aux salariés étrangers du canton. Enfin, l'assistance a évoqué la grande manifestation cantonale pour les salaires et les rentes qui se déroulera le 2 septembre prochain à Sion. Et, en avant-goût de ce rassemblement, a clôturé la rencontre par une «marche syndicale» dans les rues sieroises. ■ SM



Augmentation des salaires minimums dans le nettoyage

Les salaires de la CCT romande ont été ajustés début avril, après une première revalorisation en janvier

Jérôme Béguin

Les syndicats ont obtenu une augmentation des salaires minimums de la Convention collective de travail (CCT) du nettoyage en Suisse romande. Dès ce mois d'avril, ils augmentent de 15 à 20 centimes l'heure suivant la catégorie professionnelle. Dans le nettoyage d'entretien, le salaire horaire passe ainsi de 19,75 à 20 francs pour les non-diplômés et de 20,75 à 21 francs pour les diplômés. Pour le nettoyage spécifique et de chantier, le salaire horaire de base progresse de 22,20 à 22,40 francs. Il est revalorisé de 15 à 20 centimes suivant les qualifications jusqu'au chef d'équipe qui monte de 29,05 à 29,20. Précisons qu'il s'agit de salaires bruts et que le treizième salaire et les vacances sont dus en plus. Ces hausses s'ajoutent à celles déjà obtenues pour les trois premiers mois de 2023. Les augmentations sont donc de 30 à 50 centimes en fonction de la catégorie salariale et serviront à supporter, au moins en partie, le renchérissement. Ces revalorisations ne concernent pas les nettoyeurs et les nettoyeuses de Genève bénéficiant du salaire minimum cantonal de 24 francs l'heure, qui s'applique dans tous les cas. Elles intéressent, par contre, les salariés des deux autres can-

tons romands disposant d'un salaire minimum, Neuchâtel et le Jura. En incluant le treizième salaire, les salaires les plus bas de la CCT restent supérieurs au salaire minimum neuchâtelois. Idem pour le Jura, où, d'ailleurs, le salaire minimum cantonal ne s'applique pas aux branches couvertes par une CCT de force obligatoire.

Il est d'ores et déjà prévu que cette grille fasse l'objet de nouvelles négociations en août en vue de fixer les salaires minimums pour 2024.

En attendant, les partenaires sociaux ont entamé les discussions pour le renouvellement de la CCT au cours d'une première réunion. Datant de 2017, elle doit être revue en profondeur. A Genève, les militants d'Unia et du Sit ont voté un cahier de revendications commun qui comprend des augmentations salariales, une diminution du temps de travail, plus de vacances, une protection accrue en cas de maladie et accident ou encore une reconnaissance du salaire minimum genevois. Acceptée par le Parlement fédéral, la motion Ettlén pourrait permettre de contourner un salaire minimum cantonal dans les branches couvertes par une CCT obligatoire. Ce qui menace directement les travailleurs et les travailleuses du bout du lac. ■

SALAIRES MINIMUMS OBLIGATOIRES DÈS LE 1^{ER} AVRIL 2023 POUR LA SUISSE ROMANDE*

Catégorie	Salaire horaire
Nettoyage spécifique et de chantier:	
Chef d'équipe	Fr. 29.20
CFC / plus de 2 ans dans la branche	Fr. 27.90
CFC / moins de 2 ans dans la branche	Fr. 26.50
AFP	Fr. 24.75
Nettoyeur sans qualification / plus de 4 ans dans la branche	Fr. 23.90
Nettoyeur sans qualification / moins de 4 ans dans la branche	Fr. 22.40
Nettoyage spécifique:	
Nettoyeur d'entretien avec diplôme EGP ou MRP	Fr. 21.00
Nettoyeur d'entretien sans diplôme EGP ou MRP	Fr. 20.00

* A Genève, le minimum cantonal de 24 francs l'heure s'applique dans les catégories où le salaire CCT est inférieur.

La vie est plus belle sans accident.

suva.ch/regles

Les règles vitales sont faites pour ça.

Respectez vos règles vitales
et dites STOP en cas de danger!

LA SOCIÉTÉ FRIBOURGEOISE MEGGITT ANNONCE 70 LICENCIEMENTS

Les suppressions de postes toucheront notamment l'ingénierie et la maintenance de pièces destinées à l'aéronautique ou à l'industrie de l'énergie. Unia demande une procédure de consultation démocratique

Textes Sylviane Herranz

Septante emplois supprimés sur les 439 que compte l'entreprise. C'est plus de 15% du personnel que la société Meggitt de Villars-sur-Glâne veut congédier pour, a-t-elle précisé au quotidien *La Liberté*, «réduire les coûts d'exploitation afin de maintenir sa compétitivité». L'annonce de ce licenciement collectif a été faite la semaine dernière aux salariés. La réduction des effectifs devrait être effectuée parmi les quelque 260 collaboratrices et collaborateurs travaillant dans le secteur de la maintenance et de l'ingénierie. La production, qui tourne à plein régime selon certains témoignages, ne semble pas touchée. La société fabrique notamment des capteurs pour les moteurs de l'industrie aéronautique et de l'énergie. La procédure de consultation devait débuter ce lundi 24 avril et se poursuivre jusqu'au 12 mai. «L'entreprise a communiqué en prétendant vouloir maintenir sa compétitivité. En réalité, le rachat de Meggitt par Parker Hannifin l'an passé a créé de nombreux doublons dans les départements concernés. L'ingénierie et la maintenance des systèmes informatiques ou des pièces livrées un peu partout dans le monde peut se faire depuis d'autres pays où la main-d'œuvre est moins chère», explique Yannick Ferrari, responsable du mouvement syndical à Unia Fribourg. Il ajoute que l'entreprise fribourgeoise – anciennement Vibro-Meter qui a développé les capteurs – a un immense potentiel: «Entre la production et les bureaux techniques, il existe de grandes capacités d'idées et d'innovation. Supprimer 26% du personnel de ces départements serait une perte énorme pour la société.» Et le

syndicaliste de déplorer une nouvelle fuite des cerveaux impulsée par Parker Hannifin avec le licenciement de nombreux ingénieurs.

DIALOGUE SOCIAL MIS DE CÔTÉ

Unia entend défendre ses membres au sein de Meggitt et compte sur un sursaut du personnel, lassé par les nombreuses restructurations vécues au fil des ans. La dernière date de 2020; 36 licenciements avaient été notifiés en raison du Covid. Après le rachat par le groupe Parker Hannifin en septembre dernier, une dizaine de postes auraient déjà été supprimés. «Cette entreprise n'est pas membre de la CCT des machines. Elle a toujours mis de côté le dialogue et le partenariat social», déplore Yannick Ferrari. Ainsi, c'est la direction elle-même qui mettra sur pied une commission du personnel pour la procédure de consultation ouverte lundi. Elle veut ensuite décider avec quel syndicat négocier... En lice, Unia et Syna, ce dernier ayant participé à la procédure de 2020.

«Cette pratique est contraire à la liberté syndicale. Nous avons demandé à l'entreprise qu'une assemblée des travailleurs soit organisée avec les syndicats pour que le personnel puisse leur donner mandat de le représenter. Nous voulons que les deux organisations, qui ont des membres au sein de l'entreprise, puissent prendre part à la procédure de consultation.»

PRÉSERVER L'HUMAIN

Face à l'attitude de Meggitt, Unia va consulter ses membres pour discuter de la suite à donner à son engagement. «Quand le plan social a été annoncé, la première réaction a été: il faut contacter le syndicat. Les gens

sont en colère et nous devons voir comment nous pouvons fédérer ces personnes, dont certaines sont sur le site depuis de nombreuses années et ont développé des liens très forts entre elles. Pour Unia, il est important de préserver ce pilier humain», souligne le syndicaliste, ajoutant qu'Unia va plaider pour que le processus de consultation soit le plus démocratique possible. ■



L'entreprise de Villars-sur-Glâne, rachetée par Parker Hannifin l'automne passé, veut se séparer d'une septantaine de personnes, affaiblissant ainsi ses grandes capacités d'innovation dans un secteur de haute technologie.

DE VIBRO-METER À PARKER HANNIFIN

L'entreprise Meggitt, fleuron de l'industrie fribourgeoise, a connu de nombreux rachats successifs ces dernières décennies par des groupes à la pointe de la technologie et a vécu de nombreuses restructurations. Fondée en 1952 sous le nom de Vibro-Meter par l'industriel fribourgeois Adolphe Merkle, l'usine a été vendue en 1991 à la société zurichoise Electrowatt SA, qui l'a revendue il y a 25 ans, en 1998, au groupe britannique Meggitt. En septembre 2022, Meggitt était racheté par la multinationale américaine Parker Hannifin. Le siège Europe, Moyen-Orient et Afrique de Parker Hannifin est établi à Etoy dans le canton de Vaud. Un site de production était en activité à Carouge dans le canton de Genève jusqu'en 2017, moment où il a fermé définitivement ses portes entraînant la disparition de 44 emplois. La multinationale poursuivait déjà sa logique de délocalisation vers des pays à bas coûts de production. ■

Premiers départs chez BAT à Boncourt

Une première vague de licenciements est en cours, d'autres suivront jusqu'à la fermeture définitive de l'usine, prévue au printemps 2024

Jérôme Béguin

A Boncourt, British American Tobacco (BAT) a procédé à une première vague de licenciements, a annoncé la RTS. «Des premiers départs ont lieu actuellement», confirme Fabien Amacin, secrétaire syndical d'Unia Transjurane. «Tout le personnel n'a pas encore retrouvé un autre emploi, mais nous avons l'impression que la direction joue le jeu en cherchant à replacer un maximum de personnes.» Des recruteurs de Swatch Group sont venus au mois de mars dans l'usine de cigarettes et, jeudi dernier, ce fut au tour de Rolex de faire le déplacement avec une proposition de quelque 40 postes à pourvoir, explique le secrétaire syndical. Les vagues de licenciements devraient se succéder jusqu'à la fermeture définitive du site jurassien au printemps 2024. La production, elle, devrait cesser fin septembre, a appris la RTS. Cherchant à augmenter ses marges, la direction de BAT a décidé de délocaliser la production ailleurs en Europe, sans retenir les alternatives présentées par le personnel, soutenu par Unia et Syna, qui auraient permis de maintenir les 226 emplois sur le site. Un plan social, supérieur

aux standards du groupe, a malgré tout été conclu.

Et que va devenir le site et ses imposants bâtiments? «Il n'y a pas de projet de reprise concret de l'usine pour le moment, à ma connaissance. Il semble que la commune ait été approchée par pas mal de sociétés pour racheter les bâtiments. Le problème est leur vétusté, ils contiennent de l'amiante. Une séance de la commune devrait se tenir avec pour thème la dépollution du site», répond Fabien Amacin. L'idée d'ouvrir un musée a, par ailleurs, été évoquée. «L'idée d'un musée aurait été probablement bonne pour continuer à faire vivre l'usine, à l'image de celui ouvert par les chocolats Camille Bloch à Courtelary, dans le Jura bernois. Cela aurait représenté une belle carte de visite pour BAT, mais n'aurait probablement permis, toutefois, de ne sauver qu'une poignée d'emplois», admet le syndicaliste. Fleuron industriel jurassien, l'usine a été fondée en 1814 par Martin Burrus et s'est lancée dans les cigarettes à partir de 1886. C'est ici que sont fabriquées les fameuses Parisienne. En 1996, Burrus est passé sous le contrôle du groupe Rothmans, qui a lui-même fusionné trois ans plus tard avec BAT. ■

Valais: PBM refuse de chercher un repreneur

La proposition faite par le personnel a été rejetée, mettant ainsi fin à une longue expérience

Sonya Mermoud

PBM, propriétaire de l'entreprise Constantin Martial & C^{ie}, à Vernayaz, exclut la possibilité de chercher un éventuel repreneur du site. Pour mémoire, le groupe français, spécialisé dans la préfabrication d'éléments en béton, va fermer l'usine valaisanne, laissant 33 travailleurs sur le carreau (voir *L'ES* du 5 avril). Dans un communiqué commun, les Syndicats chrétiens du Valais (SCIV) et Unia ont annoncé que, à l'issue de la période de consultation, l'entreprise a refusé d'entrer en matière

sur la proposition du personnel de reprise de la société, mettant fin *de facto* à son activité en dépit de sa riche expérience acquise tout au long de ses soixante années d'existence. «PBM estime qu'une reprise ne serait pas rentable. C'est de la mauvaise foi, un alibi. Le site a toujours été productif. Les 33 emplois sont sacrifiés», commente Blaise Carron, secrétaire régional d'Unia Valais. Et de préciser que PBM garde la raison sociale Constantin Martial & C^{ie} et du personnel administratif, mais que la production sera désormais effectuée en France.

Les organisations des travailleurs, mandatées par les employés, vont désormais se battre pour négocier «un plan social digne de ce nom». A ce stade, PBM a proposé à ses collaborateurs une indemnité d'un mois de salaire. «Or, ce montant est bien loin du préjudice subi par les salariés, surtout les plus anciens et les plus expérimentés», ajoutent les syndicats. «Nous avons eu déjà plusieurs assemblées. Le personnel est meurtri, blessé. Il se sent trahi. Les travailleurs ont le sentiment qu'on leur a volé leur savoir-faire et qu'on les jette maintenant à la poubelle. Ils sont déterminés à obtenir davantage que l'indemnité proposée», rapporte encore le représentant d'Unia.

Les organisations des travailleurs soulignent par ailleurs que la Convention collective de travail du secteur principal de la construction rend obligatoire, en cas de licenciement collectif, la négociation d'un plan social dans «le but d'atténuer les situations socialement et économiquement difficiles des travailleurs licenciés». «Si l'ancien patron avait imaginé que PBM fermerait l'usine et liquiderait de la sorte les employés, jamais il n'aurait vendu», conclut Blaise Carron. ■



Le site de l'entreprise à Vernayaz.

LE 1^{er} MAI EN SUISSE ROMANDE

Principales manifestations prévues en Suisse romande à l'occasion de la fête des travailleuses et des travailleurs

FRIBOURG

17h Place de l'Hôtel de Ville, stands.
18h Manifestation.

GENÈVE

Coût de la vie, inégalités, température, grandes fortunes, tout augmente, sauf les salaires et les rentes.

11h Rassemblement en hommage aux Brigadistes, rue Dancet.

13h Rendez-vous au boulevard James-Fazy, tronçon Unia.

13h30 Départ du cortège, pont du Mont-Blanc, rue Basses, Corratierie.

16h-20h Moment de convivialité et fête aux Bastions. Unia y tiendra un stand.

NEUCHÂTEL

Temps, respect, argent.

NEUCHÂTEL

Dès 11h Rassemblement au Collège de la Promenade, rue du Premier-Mars 2a.

14h Cortège.

16h Table ronde «Militer et se mobiliser aujourd'hui».

Discours, boissons, restauration. Avec les DJ Cathé et Nico.

Dès 18h Soirée festive avec Olivier Forel, accordéoniste, rue du Tertre 32. Entrée gratuite.

Réervations pour manger: 032 725 73 33.

LE LOCLE

11h-16h Rassemblement à l'Ancienne Poste, rue Marie-Anne Calame 5.

14h Cortège.

Discours, boissons, restauration. Cochon de lait.

Avec le groupe Rude Egard, swing, chanson française et tsigane.

FLEURIER

Dès 11h Rassemblement place de la Gare et Jardin public (salle Unia en cas de mauvais temps), accueil et apéritif.

11h30 Partie officielle. Discours de Léa Aligisakis, secrétaire, membre du POP neuchâtelois; Catherine Comte, déléguée syndicale de l'horlogerie, Unia; Katia della Pietra, travailleuse

dans l'horlogerie, PS; Mathias Bobillier, étudiant en soins infirmiers, président des Jeunes POP neuchâtelois.

12h30 Repas offert – paella, soupe aux pois, pâtisserie; cantine de boissons, thé et café, à prix libres et tirelire.

13h Musique avec Vincent Vallat, «Le mat'lot des pâturages», chansons françaises (auteur-compositeur et interprète) et Fausta et Fino, chansons révolutionnaires et populaires internationales.

TRANSJURANE

De meilleurs salaires. De meilleures retraites. L'égalité maintenant!

SAIGNELÉGIER

11h15 Rassemblement sur la place de la Gare.

11h30 Départ du cortège jusqu'à la halle-cantine.

Discours d'une militante de l'association interjurassienne «Grève des femmes» et de Rémy Meury (SEJ), président de la coordination des syndicats de la fonction publique (CDS). Animation musicale. Boissons, repas et grillades à prix populaire.

VALAIS

SION

Dès 17h Place du Scex, ouverture des stands.

18h Discours de Véronique Polito, vice-présidente d'Unia; Marie-Pascale Zufferey, ASSC; Sandra Previti, responsable du groupe d'intérêts femmes d'Unia Valais; Francine Zufferey, présidente de l'USV, présentation des oratrices.

19h Groupe Association Medvegja.

Ravitaillement: Association Rajo.

Avec la présence du Groupe collectif Femmes Valais.

VAUD

De meilleurs salaires. De meilleures retraites. L'égalité maintenant!

LAUSANNE

16h Salle du Cazard, assemblée des travailleurs du second œuvre romand (voir aussi en page 9).

17h Place de la Riponne, rassemblement.

17h30 Départ du cortège.

19h Casino de Montbenon, repas et bar.

20h30 Pôle Sud, projection du film: *La classe ouvrière va au paradis.*

YVERDON

Dès 17h Place Pestalozzi, animations, verrée, body-painting.

18h30 Cortège syndical en vieille-ville.

18h45 Partie officielle. Discours de Nicole Vassalli, Union syndicale vaudoise; Ella-Mona Chevalley, Collectif grève féministe; Véronique Lochard, militante de la Grève générale en France.

Animation musicale par la fanfare L'Avenir. Repas avec stands de nourriture et boissons.

20h-21h Caves du Château, table ronde «Salaire minimum, un outil pour lutter contre la précarité». Intervention de Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse. Débat avec la participation de travailleuses concernées.

Des détails pourront encore être ajoutés au programme vaudois. Informations supplémentaires sur: vaud.unia.ch/1mai



Les travailleurs du second œuvre romand sont attendus en nombre le 1^{er} Mai à Lausanne. Une assemblée précédera la manifestation.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch.

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique.

Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GROUPE DES RETRAITÉS 1^{er} MAI

Une banderole des retraités Unia Fribourg sera préparée pour le 1^{er} Mai. Invitation lancée à l'ensemble des retraités à participer à la manifestation du 1^{er} Mai en se regroupant autour de la banderole. Rendez-vous à 17h sur la place de l'Hôtel-de-Ville à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou carlosmendes614@gmail.com qui remplacent Martine Remy après 35 ans de service.

GENÈVE

HORAIRE DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h

à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

GROUPE DES RETRAITÉS Comité des retraités

Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les 2^e mardis du mois, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales
Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 10h à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

ASSEMBLÉE DES MAÇONS

L'assemblée générale des maçons neuchâtelois aura lieu le **jeudi 27 avril à 19h** dans la grande salle du secrétariat Unia du Locle, Crêt-Vaillant 19, Le Locle.

L'assemblée a pour but de faire le point sur les négociations cantonales en cours et d'examiner les nouveautés de l'accord national. La nouvelle convention nationale (CN) est entrée en vigueur

le 1^{er} janvier dernier. Signé pour trois ans, ce texte prévoit quelques nouveautés ainsi qu'une augmentation des salaires de 150 francs par mois. En parallèle, les négociations avec la Fédération neuchâteloise des entrepreneurs en vue du renouvellement de l'avenant neuchâtelois à la CN ont repris en ce début d'année. L'assemblée sera suivie par un repas en commun.

S'inscrire par SMS (079 673 77 91), par courriel (neuchatel@unia.ch)

GROUPE D'INTÉRÊTS DES RETRAITÉS Assemblée générale annuelle des retraités

L'assemblée générale annuelle des retraités d'Unia région Neuchâtel aura lieu le 26 avril, de 14h30 à 16h, au secrétariat d'Unia Neuchâtel, salle du 2^e étage. Ordre du jour (propositions): **1.** Salutations et accueil (John) et liste de présences (Andrée); **2.** Rapport d'activités 2022 (Andrée et John), discussion; **3.** Nomination des membres du Comité (John), co-présidences, membres du comité; **4.** Présentation succincte des activités en 2023 (John), discussion; **5.** Informations (John et Edy): référendum fédéral contre la réforme de la prévoyance professionnelle, compléments d'informations et échanges; **6.** Divers. A l'issue de l'assemblée, une verrée sera servie. *Andrée Schnegg, co-présidente, John Amos, co-président*

TRANSJURANE

HORAIRE DES SECRÉTARIATS Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

COMMUNIQUÉ

GENÈVE «LE 1^{er} MAI, CRIE TA COLÈRE DANS LA RUE!»

Ces trois dernières années, il n'a pas été possible d'organiser le traditionnel 1^{er} Mai en terminant le cortège par une partie festive et conviviale au parc des Bastions à Genève. Cette année, on y retourne! Ce 1^{er} Mai 2023, nous devons montrer notre détermination à résister aux attaques de la droite contre les plus précaires et à défendre nos valeurs de solidarité et de justice sociale avec vaillance.

Le 1^{er} mai 2023, crie ta colère dans la rue et rejoins le tronçon et le stand Unia aux Bastions! Soyons nombreuses et nombreux derrière le slogan «Tout augmente sauf les salaires et les rentes!»

Après l'hommage aux Brigadistes, rejoins le tronçon Unia à 13h au boulevard James-Fazy. Et invite tes collègues à passer au stand du syndicat à l'issue de la manifestation, sur le parc des Bastions.

Si tu veux t'inscrire pour donner un coup de main durant la journée, contacte-nous à geneve@unia.ch. **Unia Genève**

COURRIER

SPORT ET POLITIQUE SUISSE – ISRAËL, 5 AVRIL

C'est la vocation du journal syndical *L'Événement* de s'occuper des problèmes du monde du travail. En revanche, il outrepassa sa vocation en se faisant le porte-parole de la cause palestinienne, sous la plume de Manon Todesco. Il y a là un véritable parti pris.

Comparer Israël à la Russie, et le qualifier d'Etat d'apartheid, n'est rien de moins qu'un virage islamo-gauchiste. Le nœud du conflit est religieux. La Palestine n'a jamais été un Etat, durant toute son histoire. Elle faisait partie de l'Israël ancien et a été partitionnée entre le peuple juif et les Arabes (Jordanie). Or, ceux qui se revendiquent «Palestiniens» ne réclament de «leur pays» que la partie juive, mais aucun centimètre carré de la Jordanie.

Parce qu'Israël est le seul Etat non musulman de la région. S'il était une République islamique, il ne serait aucunement menacé par ses voisins. Et si Jérusalem est revendiqué comme le troisième lieu saint de l'Islam, il est le premier, et seul, lieu saint du judaïsme.

En conclusion, il vaudrait mieux éviter de sortir de son champ de compétence. ■

Michel Nowak, Echallens



Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

VALAIS

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

Permanences du soir

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

VAUD

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les combats syndicaux
Rappel des prochaines assemblées des sections d'Unia Vaud:

Nord-vaudois Broye: jeudi 27 avril à Yverdon, Restaurant La Grange, salle 1 à 19h30.

Vallée de Joux: mercredi 3 mai au Sentier, Centre sportif, salle Mont-Tendre à 19h

La Côte: jeudi 4 mai à Nyon, Uni Global, av. Reverdil 8-10 à 19h.

A l'ordre du jour: **1.** Mot de bienvenue.

2. Initiatives populaires pour un salaire minimum cantonal. **3.** Grève féministe 2023.

4. Référendum LPP. **5.** Renouvellements CCT 2023. **6.** Divers.

Inscriptions: <http://vaud.unia.ch/ag>
0848 606 606

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.** Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

SECOND ŒUVRE: POUR UNE MEILLEURE CONVENTION!

Tous les travailleurs de la branche sont appelés à converger à Lausanne le 1^{er} Mai pour montrer leur détermination à obtenir de meilleures conditions de travail. Unia continue de mobiliser sur les chantiers

Textes Manon Todesco
Photos Thierry Porchet

Les négociations en vue du renouvellement de la Convention collective de travail du second

œuvre romand (CCT SOR) ont démarré le 12 avril dernier. Celle-ci arrivant à échéance à la fin de l'année, les partenaires sociaux ont quelques mois pour se mettre d'accord. «Tout comme les maçons, les travailleurs du

second œuvre sont soumis au stress et à la pression sur les délais, il faut toujours courir pour terminer le travail», lance José Sebastiao, secrétaire syndical à Unia Genève. Il y a aussi la problématique des salaires conventionnels, qui ont stagné ces dernières années, et celles de l'explosion du travail temporaire et de la sous-traitance, de la pénurie de personnel qualifié, des trajets professionnels non payés, des chantiers parfois insalubres ou encore du licenciement des travailleurs âgés (lire ci-dessous).

«Pour les employeurs, les préoccupations ne sont pas les mêmes!, reprend le syndicaliste. Ils souhaitent une flexibilisation du temps de travail ainsi que le travail du samedi, et là, ça ne va pas!» Afin de montrer la détermination des salariés à lutter et à défendre la CCT SOR, Unia a décidé de réunir tous les travailleurs romands du secteur à Lausanne à l'occasion du 1^{er} Mai.

MOBILISATION SUR LE TERRAIN

Ces dernières semaines, le syndicat a fait un gros travail de mobilisation sur les chantiers. L'Événement syndical a suivi l'une de ces visites, un vendredi midi, sur un chantier à Lancy,

dans le canton de Genève. Ce jour-là, une équipe de peintres est en pause. «En dix ans, vous avez obtenu une fois 19 francs d'augmentation, et ces six dernières années, pas un centime!, s'indigne José Sebastiao. Les maçons, eux, ont obtenu beaucoup plus, car ils se sont battus pour l'avoir. C'est à votre tour de vous bouger pour obtenir des améliorations. Si vous ne le faites pas, dans dix ans, vous en serez toujours là!» Les travailleurs acquiescent. «La convention doit évoluer. Et puis, le 1^{er} Mai, vous ne travaillez pas... J'espère que vous serez là pour défendre votre CCT, car c'est nécessaire, pas pour moi, pour vous!» Certains ouvriers assurent qu'ils seront là, d'autres paraissent plus détachés. «Tu as raison, lance l'un d'eux au responsable syndical. On se plaint souvent de pas avoir autant que les collègues maçons, mais si c'est le cas, c'est parce qu'eux vont sur le pont!»

Quand on demande aux ouvriers ce qu'ils aimeraient voir changer dans leur convention, la réponse est unanime: «Le plus important c'est le salaire, pour le reste, on n'a pas trop à se plaindre, les conditions sont bonnes, même s'il y a toujours des choses à

améliorer!» Très loyaux envers leur employeur, certains disent ne pas vouloir aller contre son sens. «On ne se bat pas contre une entreprise ou une autre, mais pour une bonne convention pour tous les travailleurs», rectifie José Sebastiao. Le message est passé, tous à Lausanne le 1^{er} Mai! ■

INFOS PRATIQUES DU 1^{er} MAI POUR LE SECOND ŒUVRE ROMAND

15h: Rendez-vous au Cazard à Lausanne pour un moment convivial.

16h: Assemblée générale.

17h: Formation du cortège.

17h30: Départ de la place de la Riponne.

Tous les travailleurs du second œuvre sont invités à se joindre au défilé, qu'ils soient fixes, temporaires ou sous-traitants.

Des bus partiront de Genève vers Lausanne dans la matinée.

Informations et inscriptions au 0041 848 949 120 ou sur:

geneve@unia.ch

Pour les autres cantons romands, se renseigner auprès des secrétariats d'Unia.



Le syndicaliste José Sebastiao (à droite) fait la tournée des chantiers pour sensibiliser les ouvriers sur les enjeux du renouvellement de leur CCT romande et les inviter à participer à l'assemblée qui aura lieu le 1^{er} Mai à Lausanne. Les discussions sont ouvertes et animées.

PROTÉGEONS LES TRAVAILLEURS ÂGÉS

Il y a quelques années, Unia Genève dénonçait les licenciements récurrents des travailleurs âgés dans la construction. Une pression qui avait porté ses fruits puisque des mesures, telles que la mise sur pied d'une cellule de reclassement pour ces travailleurs licenciés ainsi que le rallongement du délai de congé, avaient été obtenues. Hélas, constate José Sebastiao, secrétaire syndical, les mauvaises pratiques du gros œuvre finissent toujours par arriver dans le second œuvre. «Depuis le mois d'octobre 2022, les syndicats genevois ont recensé une trentaine de cas de travailleurs de plus de 55 ans licenciés, alors que la CCT de la branche stipule justement que ces licenciements doivent être évités.» Le syndicaliste évoque le cas récent d'une entreprise qui a licencié une dizaine de travailleurs âgés, directement remplacés par des intérimaires et des sous-traitants. «Tout est une question d'économie: le but ultime des entreprises est de recourir à la main-d'œuvre la moins chère possible!»

Unia exigera au sein des discussions conventionnelles que la CCT SOR soit plus contraignante sur la question des travailleurs âgés, et qu'une cellule de reclassement soit mise en place au niveau de la Commission paritaire pour ceux dont le licenciement n'a pas pu être évité. «Ce dispositif a fait ses preuves dans le secteur principal de la construction», assure José Sebastiao.

Deux travailleurs du second œuvre ont accepté de témoigner.

MANUEL, PLÂTRIER, 61 ANS

«Je suis dans le second œuvre depuis 25 ans à Genève. J'ai été licencié le mois dernier, sur-le-champ, pour un prétexte bidon. Avant cela, je n'avais jamais eu de problème avec mon employeur pour qui je travaillais depuis 2018. J'aurai 62 ans au mois de juin prochain, donc je ne crains rien pour ma retraite anticipée, à part des petites pertes financières, mais c'est quand même triste. Je ne pensais pas finir ma carrière de cette façon, je ne m'y attendais pas, d'autant que je suis encore en forme et que la qualité de mon travail a toujours été bonne. C'est déprimant, on se sent comme des moins-que-rien. Mon poste a été repris par un jeune arrivé il y a quatre mois. Je n'ai rien contre lui, il n'y peut rien, mais il est urgent de mettre en place des protections pour nous, travailleurs âgés. Avant, ce n'était pas comme ça. Les employeurs avaient une autre posture vis-à-vis de leurs employés. Maintenant, il n'y a plus de vision d'avenir ni de respect du travailleur. Il est uniquement question de faire de l'argent, et le plus vite possible.»



Manuel et Joaquim disent leur désarroi face au licenciement qu'ils ont subi et leur sentiment d'être considéré comme de la main-d'œuvre jetable.

JOAQUIM, FAÇADIER, 61 ANS

«J'ai été licencié en 2018 avec effet immédiat, avec une quarantaine d'autres collègues, pour cause de restructuration de l'entreprise. J'ai été quelques mois au chômage, puis j'ai enchaîné les missions intérimaires pendant plusieurs mois. J'ai fini par être gardé par une entreprise, mais toujours en temporaire. Je donnais le maximum chaque jour, car on me disait que, dès qu'une place fixe se libérerait, elle serait pour moi. Mais les promesses n'ont pas été tenues: malgré mon expérience et mon savoir-faire, ce sont des jeunes qui ont obtenu les postes. Nous, les anciens, ils nous utilisent tant qu'ils ont besoin, et ils nous jettent à la première occasion venue. En février 2022, j'ai eu un accident. J'ai glissé sur un échafaudage qui était enneigé et je me suis déchiré deux tendons à l'épaule. J'ai dû être opéré. L'agence d'intérim m'a licencié un mois plus tard. Aujourd'hui, la Suva a cessé de me verser des indemnités et je n'ai plus de revenu. Je vais devoir m'inscrire au chômage et retrouver du travail très vite, sinon je vais perdre mon droit à la retraite anticipée (62 ans dans la branche, ndr). Et si je le perds, je vais devoir aller jusqu'à 65 ans. Le problème c'est que je suis seulement à 60% de mes capacités à cause de mon épaule: dans les deux cas, qui va bien vouloir m'embaucher? Je suis très inquiet pour cette dernière année...» ■

ANNONCE

LIRE
COMPRENDRE
S'ENGAGER
POUR
UN MÉDIA
INDÉPENDANT

AVEC
LE COURRIER

L'ABONNEMENT
C'EST MAINTENANT

LE COURRIER



lecourrier.ch/maintenant

Cécile Gavlak
Photos Alexis Voelin

Une vague déferle le long de la route où rugit le moteur des pendulaires de ce lundi matin d'avril. De temps en temps, des automobilistes ralentissent pour regarder ce qui se prépare dans ce champ en contrebas du cimetière de Tolochenaz. Cette vague aperçue depuis la route, c'est un voile de forçage que Léo soulève et qui permet de protéger les cultures du froid. Des plants encore fragiles d'oignons, de fenouils, de salades consolident actuellement leurs racines, tout comme le collectif qui s'en occupe: le collectif de La Joubarbe¹.

La ferme Beroud, au cœur du village, et ce champ d'un hectare: voici l'outil pour créer un tiers-lieu qui reposera sur le lien social et l'agriculture. Aux commandes, sept personnes, de 26 à 47 ans, originaires de la région ou d'ailleurs, ayant suivi pour la plupart des études universitaires, avant de s'intéresser à l'alimentation et à l'agriculture. Prochainement ouvrira le marché à la ferme où on trouvera légumes, pain au levain, bière et conserves. Des activités seront aussi proposées: réparation de vélos, création de bijoux, échange de savoir-faire, repas communautaires. L'essence des tiers-lieux, peu nombreux en Suisse, repose sur la diversité.

FABRIQUER ET APPRENDRE

Pour le moment, on construit, on met aux normes, on cultive pour la première fois. Et surtout, on apprend. Ce qui anime le collectif: mieux comprendre le monde en se confrontant à différentes réalités, ne pas faire qu'une seule chose de sa vie. Julien, enfant de Tolochenaz, connaît la ferme depuis toujours: le propriétaire est un cousin éloigné qui a accepté de louer la maison à condition qu'elle reste une ferme. Puis, tout s'est enchaîné.

Il y a un peu plus d'un an, Julien proposait à Léo et à Clara un projet commun dans ce bâtiment de 1850. Léo détient un CFC de maraîcher, Clara travaille dans la réinsertion. Le couple a rapidement contacté Damien, qui se formait à la boulangerie, Damien a proposé à Camille, qui travaillait dans le maraîchage, de se joindre à l'équipe; puis, il a appelé Mattia, qui sait brasser la bière. Et le groupe a rencontré Tim, jeune infirmière qui voulait bifurquer vers une formation d'agronome. La moitié d'entre eux subvient à ses besoins grâce à un emploi à temps partiel – dans l'insertion, la vente, la gestion culturelle. Tout le collectif, mis à part Julien, vit dans la ferme en collocation, en contrepartie d'un loyer versé au propriétaire.

Pas de projet sans argent. Sur la plateforme de financement participatif *Yes We Farm*, le collectif est sur le point d'atteindre la somme de 30 000 francs, qui servira entre autres à payer les travaux pour la chambre froide. La Joubarbe a aussi reçu une bourse de 80 000 francs de la Fondation Leenaards et Damien vient de boucler une demande de fonds auprès de la Loterie Romande. En tout, un budget de 150 000 francs est nécessaire pour les investissements en matériel, en rénovation, en aménagement. A l'horizon de la fin de l'année, si tout va bien, la vente des produits de la ferme devrait permettre de fonctionner. Et, dès que possible, l'activité pourrait générer des petits salaires – leur variable d'ajustement.

«IL EST OÙ LE PATRON?»

Revenons au champ où le collectif fait le tour des cultures: on peut récolter les salades et les choux pak-choï sous tun-



C'est l'heure du tour des cultures: on repère les éventuels problèmes ou maladies, et les légumes à récolter.



Clara et Mattia travaillent à la mise aux normes de la salle de transformation.



Le lundi, il faut se plier à la réunion hebdomadaire nécessaire à l'organisation, la planification et la discussion.

QUAND BOURGEOISSE UN TIERS-LIEU

Près de Morges, dans le village de Tolochenaz, sept personnes préparent l'ouverture d'un tiers-lieu. Leur envie? Mettre en place un espace multiactivité qui allie une part sociale et une part agricole, pour apporter leur réponse aux dérives du monde

nel, il faut désherber les oignons. Le collier d'êtres humains se promène au milieu de la trame végétale. Léo mène la marche. Grâce à son CFC de maraîcher, lui seul a la légitimité, aux yeux de la loi, de louer le terrain. Mais il n'est pas le seul à connaître le maraîchage. Et surtout pas le seul à décider des choix liés à la ferme. Le collectif s'est structuré en association avec une organisation la plus horizontale possible. A sept, ils partagent les discussions et les tâches, ce qu'ils doivent sans cesse expliquer lorsqu'on leur pose la question inévitable: «Il est où le patron?»

Tout le monde se retrouve à 10h pour la réunion hebdomadaire. C'est Tim, ce lundi matin, qui mène l'ordre du jour. Pendant deux heures, les mandats – communication, semis, boulangerie, finances, etc. – sont passés en revue. Même si toutes et tous mettent la main à la pâte, chacun supporte la charge mentale en binôme de l'un des mandats. Après la séance, Julien explique que l'équilibre global est l'un des points sensibles: «Chacun doit trouver sa place. Le collectif, c'est l'endroit des grandes joies et des grandes décep-

tions. C'est ce qui fait la fragilité et la force de la ferme. Le fonctionnement de la structure importe autant que l'objectif qu'on vise.» Pour la prise de décision, leurs expériences associatives les aident. Mais ils ont également recours à un livre qui fait référence² et donne des outils théoriques pour les réunions, la communication.

Plus tard, Camille raconte, assise en surplomb du champ, combien compte l'idée de collectif. «Quand je suis là, je n'ai pas l'impression de bosser, affirme-t-elle. Dans le sens où je ne réponds pas

à l'exigence d'un patron. Tout à coup, je prends le temps de regarder le paysage, et ça me donne le carburant pour continuer. Ce projet est une manière de sortir du productivisme. Ici, on rêve d'un autre monde. La Joubarbe en est un aperçu.»

Pour tout le collectif, ce tiers-lieu représente une alternative sur le long terme, et même un acte en partie militant. «C'est un laboratoire de vie», explique Mattia, assis sur un motoculteur. «L'une des idées qui nous rassemblent est celle de prendre soin du vivant au sens large: les animaux, la biodiversité, les personnes. C'est une manière de répondre à un mal-être ambiant. Le soin du vivant, c'est un drapeau, mais chacun de nous, dans le collectif, a sa définition propre, précise et minutieuse.» Penchée au-dessus des semis, Clara évoque le fait que Léo est le seul à pouvoir louer une parcelle, ce qu'elle voit comme une fragilité dans le projet: sans lui, pas de terrain. «Pour se prémunir, on essaie de rendre le maximum de choses communes: le matériel, les compétences qu'on se transmet. Par exemple, on a acheté le four à pain avec l'argent de l'association, il appartient à tout le monde.» Des craintes, des inquiétudes, toutes et tous en ont: la clientèle viendra-t-elle pour dessiner la suite? Sera-t-elle ouverte à la pédagogie? Le collectif parviendra-t-il à s'adapter aux contraintes administratives? Et à durer, tout simplement?

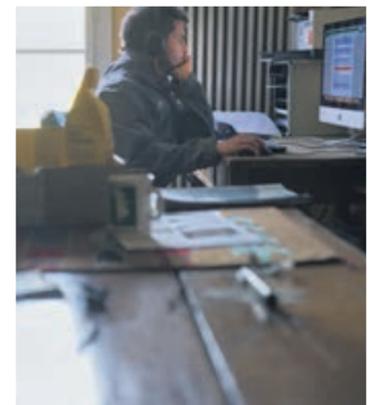
Les questions s'envolent, éphémères. Pas de certitudes, pas de leçons à donner à l'extérieur. En attendant, un collier s'est fabriqué entre Camille, Clara, Tim, Mattia, Léo, Julien et Damien. Ce collier fait main ne demande qu'à grandir. Et le soir, quand le soleil rase les fruitiers encore jeunes, que les dernières voitures se dépêchent de rentrer, peut-être que naît dans l'esprit de quelques automobilistes l'envie de prendre part aux futurs chantiers participatifs, dans le but de se rassembler autour de cette activité universelle: produire de la nourriture. ■

¹ La joubarbe est une plante dont la forme évoque l'artichaut. Le collectif a choisi ce nom, quand une voisine leur a offert un pot de joubarbes.

² *Comment s'organiser? – Manuel pour l'action collective*, Starhawk, Editions Cambourakis, 2021.

SUIVRE L'AVENTURE

La ferme ouvrira prochainement, en fonction de l'avancée des cultures. Pour suivre l'aventure, il y a une newsletter sur: joubarbe.ch



Dans la salle Abricot, Damien remplit un dossier de demande de subventions.



Un agriculteur de la région a fourni les arceaux qui forment les tunnels. Cet après-midi, Clara, Tim, Mattia et Léo ont décidé d'agrandir l'une des serres et cherchent parmi les arceaux restants ceux qui feront l'affaire.



Léo et Damien déballet le four à pain, commandé à l'Atelier Paysan, coopérative française qui accompagne les agriculteurs et les agricultrices dans la conception de machines et de bâtiments adaptés à l'agroécologie.



Julien installe des câbles qui serviront de supports aux plants de tomates.